

du point de vue des autres membres ainsi que de celui des institutions communautaires elles-mêmes.

La Belgique, l'Italie et la Grèce sont généralement considérés comme supportant la position de la France sur la question du traitement des produits culturels dans les accords commerciaux internationaux. Ce support est particulièrement marqué en Belgique où les questions culturelles reçoivent une attention particulières de la part des communautés flamandes et francophones. L'Espagne et le Portugal appuient également, en principe, la position de la France mais ne veulent pas perdre leur marché naturel en Amérique latine où les échanges culturels sont favorisés par la langue. L'Allemagne s'est traditionnellement montrée réticente aux interventions communautaires dans le domaine culturel, y compris en ce qui concerne les quotas audiovisuels, la culture étant un domaine réservé des länder. Mais la nomination récente d'un ministre de la culture au niveau fédéral pour mieux faire valoir les intérêts allemands sur la scène internationale, ainsi que l'élaboration d'une nouvelle loi sur le cinéma basé sur des considérations à la fois culturelles et commerciales, laissent entrevoir un changement d'attitude de l'Allemagne qui, sans renier pour autant ses convictions libre-échangistes, pourrait se rallier autour du compromis de 1993. Les pays nordiques, bien que très actif en matière de politiques culturelles au plan interne et favorables à une forme de régionalisme culturel au plan international, se sont jusqu'à date opposés à l'imposition de quotas européens dans le domaine de l'audiovisuel, étant par tradition peu favorables aux interventions extérieurs dans ce domaine. Cependant, eux aussi semblent prêts maintenant à se rallier à une position européenne qui prendrait appui sur les « acquis » de 1993. La Grande Bretagne, enfin, s'est traditionnellement rangé du côté des États-Unis en matière de libéralisation des échanges, et n'a pas soutenu les quotas audiovisuels européens en 1993. Le fait est que l'industrie audiovisuelle britannique a des intérêts importants aussi bien sur le marché européen, à travers sa télévision par satellite entre autres, ainsi qu'en Amérique du Nord. Mais avec le gouvernement Blair, une nouvelle ouverture aux préoccupations culturelles de l'Europe semble se dessiner. Le débat public en Grande Bretagne s'oriente de plus en plus vers les questions touchant au maintien des services publics en matière d'audiovisuel et à l'indépendance des médias. Pour le moment, cependant, aucune position officielle n'a été prise sur le traitement des produits